

Lettre ouverte au président de la République française, monsieur Emmanuel Macron

13 juin 2017

Lettre ouverte au président de la République française,
monsieur Emmanuel Macron

Paris, le 13 Juin 2017

Monsieur le Président,

A l'occasion de votre visite officielle prévue au Maroc les 14 et 15 juin 2017, nous souhaitons attirer votre attention sur deux questions urgentes auxquelles ce pays est confronté : d'une part, la situation de réfugiés syriens bloqués à la frontière algéro-marocaine ; d'autre part, la répression dont est victime le mouvement social pacifique au Rif, dans le nord du pays.

Situation de réfugiés syriens bloqués à la frontière algéro-marocaine

Depuis le 17 avril dernier, des réfugiés syriens (des familles, dont des enfants) sont bloqués dans une zone frontalière, près de la ville de Figuig, dans des conditions extrêmement difficiles, sous un soleil de plomb la journée et soumis à des attaques de serpents et de scorpions la nuit. Une jeune femme a accouché dehors, fin mai, sans assistance médicale, au risque de sa vie. Si certaines personnes semblent avoir quitté la zone, nous vous alertons sur les arrestations qui s'en sont suivies et le renvoi de certaines personnes dans la zone frontalière, y compris une fois leur inscription faite auprès du bureau du HCR au Maroc – ce qui constitue un cas flagrant de refoulement.

Les autorités des deux pays passent aujourd'hui leur temps à se renvoyer la responsabilité sans venir en aide à ces réfugiés, sans eau, ni nourriture, ni soins médicaux. Les médias en France, en Algérie et au Maroc se sont fait l'écho de cette situation, qui est dénoncée par des organisations internationales et françaises et par les deux sociétés civiles algériennes et marocaines, ainsi que par les associations de l'émigration maghrébine en France.

Le Haut Commissariat aux réfugiés (HCR) est dans l'impossibilité de faire évoluer les choses favorablement. Le Maroc et l'Algérie sont pourtant signataires de la Convention de Genève relative au statut des réfugiés. En abandonnant depuis plus de sept semaines ces personnes à leur sort, elles se rendent coupables de non-assistance à personnes en danger.

Cette situation dramatique n'a que trop duré, et ce, au mépris des plus élémentaires droits humains. Nous, associations signataires, considérons

Lettre ouverte au président de la République française,
monsieur Emmanuel Macron

Paris, le 13 Juin 2017

Monsieur le Président,

A l'occasion de votre visite officielle prévue au Maroc les 14 et 15 juin 2017, nous souhaitons attirer votre attention sur deux questions urgentes auxquelles ce pays est confronté : d'une part, la situation de réfugiés syriens bloqués à la frontière algéro-marocaine ; d'autre part, la répression dont est victime le mouvement social pacifique au Rif, dans le nord du pays.

Situation de réfugiés syriens bloqués à la frontière algéro-marocaine

Depuis le 17 avril dernier, des réfugiés syriens (des familles, dont des enfants) sont bloqués dans une zone frontalière, près de la ville de Figuig, dans des conditions extrêmement difficiles, sous un soleil de plomb la journée et soumis à des attaques de serpents et de scorpions la nuit. Une jeune femme a accouché dehors, fin mai, sans assistance médicale, au risque de sa vie. Si certaines personnes semblent avoir quitté la zone, nous vous alertons sur les arrestations qui s'en sont suivies et le renvoi de certaines personnes dans la zone frontalière, y compris une fois leur inscription faite auprès du bureau du HCR au Maroc – ce qui constitue un cas flagrant de refoulement.

Les autorités des deux pays passent aujourd'hui leur temps à se renvoyer la responsabilité sans venir en aide à ces réfugiés, sans eau, ni nourriture, ni soins médicaux. Les médias en France, en Algérie et au Maroc se sont fait l'écho de cette situation, qui est dénoncée par des organisations internationales et françaises et par les deux sociétés civiles algériennes et marocaines, ainsi que par les associations de l'émigration maghrébine en France.

Le Haut Commissariat aux réfugiés (HCR) est dans l'impossibilité de faire évoluer les choses favorablement. Le Maroc et l'Algérie sont pourtant signataires de la Convention de Genève relative au statut des réfugiés. En abandonnant depuis plus de sept semaines ces personnes à leur sort, elles se rendent coupables de non-assistance à personnes en danger.

Cette situation dramatique n'a que trop duré, et ce, au mépris des plus élémentaires droits humains. Nous, associations signataires, considérons

- Emplacement : réINVENTER le syndicalisme > A l'international > Mobilisations internationales >
- Adresse de cet article :
<https://ancien.solidaires.org/Lettre-ouverte-au-president-de-la-Republique-francaise-monsieur-Emmanuel-Macron>